

"CHRONIQUES ÉLECTORALES"
PASCAL PERRINEAU, COLETTE YSMAL

LE VOTE DE CRISE

*L'élection présidentielle
de 1995*



DÉPARTEMENT D'ÉTUDES POLITIQUES DU FIGARO
&
PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Pascal Perrineau et Colette
Ysmal**

Le vote de crise

L'élection présidentielle de 1995

1995



SciencesPo.
Les Presses

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724680881

ISBN papier : 9782724606782

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



www.centre nationaldulivre.fr



SciencesPo.
Les Presses

Table

Introduction (Pascal Perrineau et Colette Ysmal)

La crise du système partisan

La crise de la représentation

Les mutations électorales

PREMIÈRE PARTIE- LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Chapitre 1. La dynamique sélective d'une campagne décisive (Jacques Gerstlé)

La mise en place

Le retournement

La confirmation

Chapitre 2. Le PCF devant l'élection présidentielle (François HINCKER)

Chapitre 3. La candidature Jospin ou la construction d'un nouveau leadership (Gérard Grunberg)

L'échec du premier scénario et le retrait de Michel Rocard

Le retrait de Jacques Delors Et l'échec du second scénario

Le troisième scénario l'utilisation de la procédure de désignation interne et le pari de Lionel Jospin

Chapitre 4. Les candidats écologistes la chasse aux signatures (Agnès Roche)

Les précédents candidats écologistes

Chassés-croisés de candidats

La chasse aux signatures

Les parrains de Dominique Voynet

Chapitre 5. Jacques Chirac candidat « naturel » (et métamorphosé) du RPR ? (Florence Haegel)

L'acte de candidature ou la question de la légitimité

Le travail de mobilisation ou la question du leadership

La confection d'une identité publique

Chapitre 6. Édouard Balladur les logiques d'une candidature
(Hugues Portelli)

Du premier ministre « présidentiable » au candidat potentiel
Les contraintes de la conjoncture

Chapitre 7. Philippe de Villiers ou la croisade inachevée
(Michel Hastings)

L'invention d'un réfractaire
La gnose villiériste
La galaxie des soutiens
La démonétisation des ressources

Chapitre 8. Le front national devant l'élection présidentielle
(Guy Birenbaum)

Des cantonales... présidentielles
Tapie, de villiers : les rabat-joie
Septennat le pen et sixième république
Entre deux amis de trente ans
Télé-Le Pen
L'éternelle surprise

DEUXIÈME PARTIE- LES RÉSULTATS

Chapitre 9. La victoire de Jacques Chirac et la transformation des clivages politiques (Jérôme JAFFRÉ)

Les ressorts du premier tour
Les gains du second tour
Les contradictions de la victoire

Chapitre 10. Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste (Stéphane Courtois)

Chapitre 11. Le regain socialiste (Gérard Grunberg et Jean Chiche)

Le premier tour la réaffirmation du leadership socialiste à gauche

La rebipolarisation du second tour et ses limites

Chapitre 12. Les multiples facettes de la droite modérée

(Pierre Bréchon *et al.*)

Structures géographiques et évolutions de la droite modérée au premier tour

Balladur ou Chirac au second tour ? le poids des structures politiques territorialisées

Les zones de force des candidats de la droite modérée au premier tour

Les logiques individuelles de choix au premier tour

Le second tour : la réunification de la droite modérée

L'électorat lepéniste une contribution contrastée à la victoire de Jacques Chirac

Chapitre 13. La dynamique du vote le pen le poids du « gauchisme »

(Pascal Perrineau)

La France de la désespérance populaire

Protestation politique et gauchisme

Chapitre 14. Comment l'écologie est-elle tombée si bas ?

(Daniel Boy)

Présidentielle 1995, les règles de l'échec

TROISIÈME PARTIE- L'APRÈS ÉLECTION

Chapitre 15. 1995 l'année totale (Claude Patriat)

Tableaux de l'exceptionnelle hégémonie de la droite en 1995

Le tournant des municipales

Chapitre 16. L'après-élection : quelle majorité ? (Olivier Duhamel)

(Olivier Duhamel)

Typologies des élections présidentielles

Perspectives de l'après-présidentielle

Annexes (Jean Chiche *et al.*)

Lecture des cartes (1 à 15)

Introduction

Pascal Perrineau

Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'étude de la
vie politique française, Institut d'études politiques de Paris.

Colette Ysmal

Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'étude de la
vie politique française, Paris.

Intituler ce livre consacré aux résultats de l'élection présidentielle des 27 avril et 7 mai 1995, « le vote de crise », c'est d'abord s'inscrire dans la continuité des ouvrages consacrés aux régionales et cantonales de 1992, aux législatives de 1993 et enfin aux européennes de 1994^[1]. Chaque scrutin, quels que soient son niveau et sa nature, avait en effet révélé un assez profond « désordre électoral » : hausse de l'abstention, baisse des affiliations sociales, partisanes et idéologiques, importants reclassements de l'électorat accompagnés de fortes variations dans la fortune électorale des divers partis politiques, enfin forte tendance à l'éclatement du vote sur des organisations ou sur des candidats situés à la périphérie du système politique. Sur fond de rejet de la politique telle qu'au moins elle se pratique et de méfiance à l'égard des hommes politiques, les Français se détournaient des partis de gouvernement incapables, selon eux, de régler le problème du chômage – le plus important à leurs yeux – et directement atteints par la succession des affaires liées désormais tout autant au financement des partis politiques qu'à la corruption, voire à l'enrichissement personnel d'élites peut-être minoritaires mais symboliques.

Les préparatifs et les résultats de l'élection présidentielle de 1995 confirment d'évidence la plupart de ces traits. La nature spécifique de

ce scrutin le plus important dans le système politique français et le plus clair puisque se déroulant dans un cadre national, sans l'effet de fragmentation venant des découpages cantonaux, départementaux, régionaux ou de circonscriptions, permet même de mettre à nu toute l'ampleur des dysfonctionnements du système politique. On en retiendra brièvement trois.

La crise du système partisan

Le premier est celui des partis et mouvements politiques qui, presque sans exception, abordèrent la perspective de l'élection présidentielle divisés et/ou privés de stratégie. Le cas est patent pour le Parti communiste dont la seule perspective est d'enrayer dans une élection qui ne lui est, depuis 1981, guère favorable son déclin électoral et qui n'a d'autre ressource, comme le montre F. Hincker, que d'hésiter entre une stratégie de premier tour de démarcation à l'égard des socialistes et une de second tour de report contraint et forcé sur le concurrent de gauche mieux placé. De son côté, le Parti socialiste sort des deux échecs électoraux de 1993 et de 1994 qui ont, en outre, accéléré les affrontements internes et provoqué de rapides changements de leadership. Toutefois, comme le rappelle G. Grunberg, la quête du « bon » candidat socialiste, de Michel Rocard à Lionel Jospin en passant par Jacques Delors, montre aussi combien le PS, une fois close la période mitterrandienne, s'interroge sur son rôle dans le système politique et comme parti de gouvernement. Quant aux écologistes analysés par A. Roche, la multiplicité des candidatures possibles – B. Lalonde, D. Voynet, A. Waechter – rend compte de l'éclatement de la mouvance écologiste en plusieurs pôles : un qui se rapproche du centre droit derrière le leader de Génération Écologie ; un « environnementaliste » derrière le créateur du Mouvement écologiste indépendant ; un de gauche, voire d'extrême gauche, derrière la candidate des Verts, sans oublier la fraction qui s'était directement ralliée au candidat socialiste.

À l'extrême droite, le Front national affiche une apparente certitude derrière Jean-Marie Le Pen : celle de représenter la « vraie » droite et de se mobiliser pour porter son président au second tour. Il n'en reste pas moins que les difficultés sont réelles moins du fait des remous internes

et des batailles feutrées de succession que, comme l'évoque G. Birenbaum, de la présence de la droite au gouvernement qui rend encore plus improbable l'émergence d'une Sixième République où le FN occuperait la place enviée de l'Alliance nationale (ancien MSI) au sein de la Deuxième République italienne. C'est d'ailleurs à son « pouvoir de nuire » que retournera le FN à l'issue du premier tour.

C'est cependant la droite parlementaire ou modérée, pourtant forte de son écrasant succès aux législatives de 1993, qui apparaît la plus embarrassée. Elle doit tout d'abord faire face à la dissidence (au sens propre du terme comme le rend clair M. Hastings) de Philippe de Villiers fort de son succès aux élections européennes de 1994 et qui entend exploiter à la fois les sentiments anti-européens d'une partie de l'électorat conservateur et le discrédit porté sur un certain nombre de ses anciens amis du PR ou du RPR par les Affaires. Surtout, la querelle des « primaires » de la majorité qui anime les années 1993-1994 rend évidente non seulement l'impossibilité du parti unique que chacun – des électeurs aux dirigeants – appelle de tous ses vœux mais l'incapacité de l'union RPR-UDF à mettre en place un processus de sélection d'un seul candidat. Tout indique que les deux organisations qui gèrent pourtant ensemble le pays n'entendent ni renoncer à leur identité ni trancher, entre elles, la bataille du leadership à droite. La situation est toutefois moins mauvaise pour le RPR que pour l'UDF. Sans doute, comme le montre F. Haegel, la compétition entre Jacques Chirac et Édouard Balladur divise-t-elle le parti et plus encore le groupe parlementaire puisque chacun doit y chercher des ressources et des soutiens. Toutefois, le maire de Paris dispose de l'essentiel de l'appareil et peut y ranimer, ce qui peut sembler paradoxal pour un candidat « gaulliste », sa légitimité partisane. En revanche, pour la première fois depuis 1965, la droite classique disparaît de la compétition présidentielle et doit se résoudre à soutenir un candidat qui n'appartient pas à ses rangs. Incapable de renouveler son personnel politique puisque seuls Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing hésiteront à se porter candidats, l'UDF renonce à mesurer son influence électorale propre et ainsi à maîtriser son destin. Elle abandonne de fait le leadership de la droite parlementaire au RPR.

La crise est parfois aussi synonyme de mutation. G. Grunberg le montre pour le Parti socialiste où s'est inventé un nouveau type de leadership qui clôt ce qui sera peut-être la « parenthèse » mitterrandienne. F. Haegel le suggère pour le RPR où la division entre Édouard Balladur et

Jacques Chirac s'insère dans une série de « frondes » qui rendent le RPR moins monolithique. Reste que le système partisan demeure extrêmement instable. Reste surtout que la double candidature d'Édouard Balladur et de Jacques Chirac – la première largement a-partisane et sans grands soutiens logistiques (H. Portelli) et la seconde réaffirmant la suprématie du RPR – a, une nouvelle fois, bloqué la réorganisation nécessaire de la droite parlementaire.

La crise de la représentation

Dans l'histoire des élections présidentielles, le taux d'abstention au scrutin de 1995 s'inscrit dans une tendance à la baisse de la participation politique. En 1974, seuls 15,1 % des électeurs s'étaient tenus à l'écart du scrutin ; ils étaient 18,3 % en 1981, 18,0 % en 1988 mais ils sont 20,6 % en 1995, soit une augmentation de près de trois points en sept ans. Celle-ci ne remet pas totalement en cause la répartition géographique de l'abstention entre départements civiques et départements « distants » à l'égard de la participation politique. Toutefois, l'indice de corrélation au niveau départemental entre les taux d'abstention en 1988 et 1995 est relativement bas (0.87). Au niveau des cantons ou des communes de plus de 9 000 habitants, il s'abaisse encore tant les disparités sont nombreuses entre les régions ou les environnements politiques et sociaux. Plus accentuée en milieu urbain que rural, l'augmentation de l'abstention concerne, ce que suggèrent aussi les sondages postélectorales, davantage les milieux défavorisés et, ce que prouve l'analyse écologique, davantage ceux-ci dans les villes ou cantons directement frappés par la modernisation économique et sociale.

Parallèlement, la tendance des électeurs à refuser le choix entre les candidats représentant les partis de gouvernement – PS, UDF et RPR – s'est confirmée en 1995. En 1988, les candidats de l'extrême gauche, du Parti communiste, des écologistes et du Front national recueillaient 29,4 % des suffrages exprimés ; en 1995, les mêmes partis ou candidats augmentés de la dissidence villiériste cumulent 37,2 % des voix. Même si ce pourcentage reste inférieur à celui constaté lors des élections locales de 1992 (48 %), des législatives de 1993 (40 %) sans même parler des européennes de 1994, il traduit que l'élection

présidentielle elle-même, aussi décisive soit-elle dans le système politique et aussi bipolarisée qu'elle doive être au second tour, ne suffit plus à canaliser les électeurs vers les candidats les plus crédibles ou les plus « présidentiables ». Au terme de ce processus de morcellement, les résultats du premier tour montrent aussi la faible capacité de mobilisation des candidats « présidentiables » puisque Lionel Jospin n'obtient que 23,2 % des suffrages exprimés, alors que Jacques Chirac en recueille 20,5 % et Édouard Balladur 18,5 %. C'est la première fois que le candidat arrivé en tête au premier tour profite essentiellement de la division de ses adversaires sans pouvoir être en position réelle de gagner du fait du rapport électoral entre la gauche et la droite. C'est aussi la première fois que le candidat en mesure de l'emporter au second tour du fait de ce même équilibre entre la gauche et la droite recueille aussi peu de suffrages puisque le général de Gaulle avait atteint 44,7 % des suffrages exprimés en 1965, Georges Pompidou 44,5 % en 1969, Valéry Giscard d'Estaing 32,6 % en 1974, François Mitterrand 25,9 % et 34,1 % en 1981 et 1988.

Les mutations électorales

À bien regarder, les résultats du scrutin présidentiel de 1995 s'inscrivent dans ceux de 1992 ou de 1993 qui avaient consacré l'effacement de la gauche et la domination des droites. En 1993, la première (extrême gauche, PC, PS et divers gauche) avait obtenu 31 % des suffrages exprimés au lieu de 45,3 % lors de l'élection présidentielle de 1988 ; *a contrario*, l'UDF, le RPR, les divers droite et le Front national avaient atteint 57 % des suffrages, soit une progression de six points par rapport à 1988 (50,9 %). En 1995, le bloc conservateur accroît encore son avantage (59,1 %) grâce à la bonne tenue des trois candidats de la droite modérée (43,8 %) et au score de Jean-Marie Le Pen (15,3 %). Si la gauche reprend un peu de tonus avec 37,3 % des suffrages exprimés, ce n'est que la conséquence (voir l'analyse de D. Boy) du recul des écologistes (3,4 % au lieu de 11,1 % en 1993). Les analyses conduites par J. Jaffré, S. Courtois, G. Grunberg et J. Chiche, B. Denni, B. Cautrès et P. Bréchon, P. Perrineau et enfin D. Boy convergent dans l'analyse des mutations qui se sont produites depuis 1988.

La première est le considérable effacement de la traditionnelle

bipolarisation sociale entre la gauche et la droite. J. Jaffré mais aussi B. Denni, B. Cautrès et P. Bréchon montrent comment Jacques Chirac réussit à faire la synthèse entre des électeurs jeunes et populaires « séduits » par le maire de Paris et l'électorat classique de la droite modérée. S. Courtois, G. Grunberg et J. Chiche remarquent la baisse de la mobilisation des couches populaires en faveur des partis communiste et socialiste. Enfin, analysant le poids du « gaucho-lepénisme », P. Perrineau montre comment le président du FN progresse particulièrement auprès des employés, des ouvriers et des chômeurs dans les départements touchés par le processus de déstructuration industrielle des années soixante-dix et quatre-vingt.

Ainsi, apparaissent de nouveaux clivages : celui entre les « gens d'en haut » et les « gens d'en bas » né lors du référendum portant sur la ratification du traité de Maastricht, celui entre le monde des « privilégiés » et l'univers de la « désespérance sociale » et, derrière, celui entre pro- et anti-Européens. Ainsi, aussi, le choix des électeurs devient-il davantage déterminé par la conjoncture (jugement sur l'action gouvernementale ou image des candidats, crédibilité des forces politiques). Ainsi, enfin, le vote exprime-t-il moins l'adhésion à un programme ou à un homme que le refus des autres candidats présents et des autres politiques proposées. Il en découle que la campagne électorale fut, au moins pour les principaux candidats, décisive, comme l'écrit J. Gerstlé.

Ces nouveaux clivages n'ont toutefois pas la solidité des anciens. De fait, l'électorat reste volatil. On le voit au premier tour avec l'échec de Dominique Voynet lié au transfert d'une frange importante des électeurs écologistes de 1993 vers le candidat socialiste ; on le voit aussi, toujours au premier tour, avec la ponction qu'exerce Jean-Marie Le Pen sur les électeurs socialiste et communiste de 1993. On le constate surtout au second tour puisque Jacques Chirac est loin de retrouver le total des voix de droite au scrutin de ballottage (52,6 %, au lieu de 59,1 %), alors que Lionel Jospin augmente le potentiel de la gauche. Sans doute, les deux candidats remobilisent-ils d'abord leur camp. Toutefois, le recul de Jacques Chirac traduit la faible mobilisation des électeurs lepénistes. Or celle-ci, comme le montre P. Perrineau, est moins liée à l'attitude du président du Front national qu'au reclassement d'une partie de la frange la plus populaire ou la plus « désespérée » de l'électorat d'extrême droite.

Au total, la victoire de Jacques Chirac fut nette. Revenue à l'Élysée

après quatorze ans de purgatoire, la droite exerce désormais un pouvoir, comme l'analyse C. Patriat, presque sans partage puisqu'elle détient la présidence de la République, le gouvernement, l'écrasante majorité des conseils régionaux et généraux ainsi que des municipalités. La majorité gouvernementale élue en 1993 dispose de plus des trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale et domine le Sénat. Pourtant, subsistent des zones d'ombre. Les premières tiennent à la volatilité électorale qui semble pousser les Français à très vite brûler ce qu'ils avaient adoré la veille. Plus sensibles aux enjeux, plus motivés par le politique que par le sociologique, les électeurs sont aussi plus attentifs à la mise en œuvre des programmes annoncés. Bâtie sur la promesse du « changement », la base électorale du président de la République élu le 7 mai 1995 semble déjà menacée comme l'indique la baisse rapide et brutale de sa cote de popularité. Les secondes tiennent à l'avenir de la majorité présidentielle et gouvernementale. Comme l'analyse O. Duhamel, la base politique du premier gouvernement du nouveau septennat est singulièrement étriquée et l'élection présidentielle n'a joué aucun rôle dans la restructuration partisane de la majorité. La séduction exercée par Jacques Chirac sur les jeunes ou sur une partie des catégories populaires n'a encouragé aucune tentative d'« ouverture » puisqu'elle est subsumée sous l'image de la vocation sociale du gaullisme. La non-dissolution de l'Assemblée nationale a placé la majorité parlementaire en situation d'autonomie et n'a pas permis la création d'un « parti du président ». Reste donc un RPR plus dominateur que dominant face à une UDF affaiblie placés, tous deux, sous la menace d'un Front national assez institutionnalisé désormais pour espérer survivre à l'hypothétique retraite de son fondateur et d'une reconstruction possible du Parti socialiste derrière Lionel Jospin.

Notes du chapitre

[1] P. Habert, P. Perrineau, C. Ysmal (dir.), *Le vote éclaté. Les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1992 ; P. Habert, P. Perrineau, C. Ysmal (dir.), *Le vote sanction, les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1993 ; P. Perrineau, C. Ysmal (dir.), *Le vote des douze. Les élections européennes de juin 1994*, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995.

Première partie- La campagne électorale

Chapitre 1. La dynamique sélective d'une campagne décisive

Jacques Gerstlé

Université Paris-IX (CREDEP).

Une chose, au moins, est sûre : on ne pourra se référer à la campagne pour l'élection présidentielle de 1995 en réfutant la thèse que les campagnes électorales sont efficaces. Cette campagne n'a ressemblé à aucune des cinq qui l'ont précédée sous la Cinquième République. Certes, on pourrait avancer le constat de spécificité pour chacune d'entre elles. La première expérience de recours au suffrage universel direct intervient dans une conjoncture dominée par le fondateur. Les deux élections suivantes ponctuent des septennats interrompus par le départ brutal du général de Gaulle consécutif à l'échec du référendum, puis le décès de Georges Pompidou. 1981 connaît la première alternance et 1988 est caractérisée par l'épreuve de la cohabitation conclue par la première réélection du président sortant. Au regard de ces différents facteurs, l'élection présidentielle de 1995 semble comporter à première vue moins d'inattendu. L'élection présidentielle est aujourd'hui préparée comme un moment essentiel de la vie politique nationale. Le quatrième président élu a normalement terminé son septennat et la seconde cohabitation s'achève, contrairement à la première, par une seconde alternance présidentielle qui n'a donc plus valeur d'inconnue. Néanmoins, cette campagne va rester marquée par tout un ensemble de faits nouveaux : la dynamique dominée par la compétition à droite entre candidats de même origine partisane, la personnalisation très précoce et intense du duel Chirac-Balladur, la première expérience des primaires pour le choix du candidat socialiste, le plafonnement aggravé des dépenses électorales et le recours croissant à la communication de proximité, la succession et l'importance des

« affaires », l'intérêt soutenu du corps électoral en même temps que sa très grande et tardive indécision. Pour la première fois un Premier ministre sortant semblait disposer des meilleures chances d'accéder à l'Élysée et l'une des questions principales posées par cette campagne consiste à se demander comment cette position avantageuse n'a pas débouché sur le succès, sauf à considérer que l'avantage n'était qu'une illusion.

Sans prétendre restituer de façon exhaustive tous les faits et gestes des protagonistes individuels et collectifs qui ont ponctué cette campagne, nous allons nous attacher à en donner une représentation favorisant l'intelligibilité de sa dynamique. À cette fin, nous serons guidé par l'assimilation théorique de la campagne électorale à un processus d'interaction entre des définitions stratégiquement orientées de la situation politique proposées par les forces et les acteurs concurrents qui génèrent des effets de composition symbolique dans les représentations collectives (Gerstlé, 1992). Comment se structure progressivement la scène électorale tant en termes d'offre de candidatures que d'offre programmatique ? Comment s'opère la dialectique entre l'agenda électorale des problèmes et des controverses qui parviendront à émerger et l'agenda politique moins maîtrisable des événements de campagne qui n'en contribuent pas moins à lui donner un sens ? Voilà quelques questions centrales autour desquelles s'organisera une reconstruction chronologique de la campagne présidentielle privilégiant l'activité des seuls candidats présidentiables pour d'évidentes contraintes éditoriales. Une périodisation de la campagne fondée sur les enquêtes d'opinion a déjà été proposée qui découpe quatre temps : « une première phase qui voit la puissance d'Édouard Balladur à la rentrée de septembre ; une seconde où Jacques Delors, candidat virtuel, remet en cause à partir du mois d'octobre la primauté balladurienne ; une troisième dominée par le Premier ministre après le retrait du président de la Commission de Bruxelles le 11 décembre ; enfin, une quatrième qui voit l'émergence en force de Jacques Chirac fin février 1995... » (Le Gall, 1995). Notre périodisation fondée sur l'observation de variables plus diversifiées nous conduit à reconnaître trois phases pour ponctuer la séquence d'ensemble. La première s'ouvre début novembre 1994 avec la déclaration de candidature de Jacques Chirac, la seconde commence à la mi-janvier 1995 avec l'entrée en lice d'Édouard Balladur et la troisième couvre les deux derniers mois qui précèdent le scrutin.

La mise en place

La déclaration de candidature de Jacques Chirac ouvre vraiment la phase active de la campagne présidentielle qui consiste pour ses principaux protagonistes à prendre position dans l'espace électoral. Cette phase est marquée par cette entrée en lice précoce, l'incertitude des socialistes après l'intermède Delors et l'exercice du pouvoir gouvernemental par le candidat favori des sondages. Il n'est pas question de reprendre ici tous les épisodes de l'affrontement entre Jacques Chirac et Édouard Balladur depuis que le second devient chef du gouvernement au printemps de 1993. Toute une littérature politique à succès comblera pour le moment cette impasse sur les relations qu'ont entretenues « De Si Bons Amis » ou bien « Le Dauphin et le Régent » sachant que ce type de schème inspire une construction médiatique de la compétition présidentielle et par conséquent influence les perceptions du grand public au cours de la campagne. Retenons quelques déclarations et gestes susceptibles de servir de repères dans le déroulement incessant et polyphonique du « drame » électoral.

La déclaration précoce d'un candidat naturel

Une fois passée la séquence électorale des européennes de juin 1994 où les stratégies présidentielles ont déjà pesé (Gerstlé, 1995), certains actes attestent une pression croissante de Jacques Chirac dans la compétition à droite. En juin 1995, il présente un petit livre *Une Nouvelle France. Réflexion I* comme « une contribution au grand débat qui va s'ouvrir » et dont le titre appelle au moins une suite. En septembre, il se déclare « candidat au débat » deux mois avant sa déclaration officielle de candidature. Émerge déjà un thème qui va devenir un axe de campagne : le domaine social. Dès la commémoration de la libération de Paris, le maire évoque « la vocation sociale du gaullisme » et le « contrat social » à restaurer. En septembre, aux universités d'été à Bordeaux puis aux journées parlementaires RPR à Colmar, Jacques Chirac et Édouard Balladur s'affrontent indirectement sur le terrain social : « Aujourd'hui l'exigence sociale doit guider nos pas », affirme le premier ; « d'abord une économie forte et dynamique », répond le second.

C'est finalement le 4 novembre 1994 que Jacques Chirac choisit pour faire sa déclaration de candidature dans un entretien accordé au

quotidien *La Voix du Nord* lors d'un déplacement dans la ville natale du général de Gaulle. Il entame ainsi sa plus longue campagne officielle de 169 jours contre 99 jours en 1988 et 82 jours en 1981. À cette date ne sont connues que les candidatures de Jean-Marie Le Pen, Arlette Laguiller, Robert Hue désigné par le comité national du PCF et Dominique Voynet désignée par la Convention pour l'écologie politique et sociale. Les termes chiraquiens sont clairs : dans ce « climat délétère » il veut « clarifier la situation » en proposant « une véritable politique du changement » située « entre les risques d'une rupture qui sèmerait le désordre et le confort d'une tiédeur qui enliserait notre pays dans un déclin léthargique ». Le changement interviendra en deux phases : « D'abord la bataille contre le chômage et pour l'insertion des jeunes, la lutte contre l'exclusion, la juste répartition des fruits de la croissance, appellent des réformes dans un délai de six mois.... Ensuite l'adaptation des structures aux mutations profondes que connaissent l'Europe et le monde fera l'objet de réformes programmées et concertées dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité, de la protection sociale, de l'administration et de l'environnement. »

Un congrès exceptionnel du RPR est convoqué le 12 novembre à Reuilly où Jacques Chirac quitte la présidence du RPR en l'absence d'Édouard Balladur et de Charles Pasqua mais aussi de Philippe Séguin. Le 16 novembre, il intervient au congrès des maires de France où il ébauche un programme présidentiel. Dès l'annonce de sa candidature, il entame ses visites thématiques dans les régions avec le Nord, puis l'Alsace et la Corrèze. Les élections européennes terminées, Charles Pasqua avait relancé le débat sur les primaires en vue de la désignation du candidat unique de la majorité. Cette tentative, à portée stratégique (Haegel, 1995), va alimenter nombre de déclarations et d'initiatives dans la compétition à droite du soutien d'Édouard Balladur fin octobre à l'opposition de Jacques Chirac dix jours plus tard. Le 2 décembre, les trente-huit membres du groupe de travail sur la faisabilité des primaires concluent à l'impossibilité de les organiser dans les délais. Après le retrait de Jacques Delors et devant le silence d'Édouard Balladur, Jacques Chirac continue de mener une campagne très active avec un premier grand meeting à Lyon le 17 décembre et le déplacement à La Réunion du 20 au 22 décembre mais aussi la réquisition des locaux vides à Paris le 19 dans un contexte d'hypersensibilité à l'exclusion. Le 10 janvier, Jacques Chirac publie son second ouvrage de campagne *La France pour tous* avant l'entrée en lice du Premier ministre-candidat.

Le renoncement d'un candidat espéré

L'échec des socialistes aux élections européennes entraîne le changement de direction du PS mais aussi conduit certains à solliciter aussitôt la candidature de Jacques Delors. Dès le 17 juin, l'intéressé se retranche derrière ses fonctions de président de la Commission européenne pour différer tout engagement avant la fin de son mandat qui expire à la fin de l'année. Quelles que soient les réticences à l'intérieur du parti pour soutenir cette solution, il n'en demeure pas moins que l'hypothétique candidature Delors trouve toujours un écho favorable dans l'opinion publique. À gauche, il est la seule personnalité à disposer d'une forte « présidentialité » en septembre 1994 (Duhamel, 1995). En octobre, il passe en tête du classement des personnalités que les Français souhaitent voir se présenter et pour la première fois, début décembre, il parvient en tête des pronostics puisque 41 % des personnes interrogées (gain mensuel de 17 points) pensent qu'il a plus de chances d'être le prochain président contre 30 % à Édouard Balladur (- 5 points) et 8 % à Jacques Chirac (- 11 points). Cette progression est certes imputable à son crédit personnel mais aussi à son action de précampagne qui suscite un fort intérêt médiatique attisé par la gestion de l'incertitude et la pression de ses soutiens. Il déclare le 12 octobre son refus de s'engager avant le 5 janvier ; il reçoit le soutien de Michel Rocard ; il publie le 8 novembre un livre-entretien, *L'Unité d'un homme* ; il affirme le 14 « si je suis candidat ce sera par devoir » et informe qu'il révélera sa décision avant Noël ; il expose, dans un entretien donné le 15 dans *Le Monde*, ses vues pour « remettre la société en mouvement ». Lors du congrès extraordinaire du PS de Liévin, le premier secrétaire interpelle Jacques Delors absent pour lui signifier que « c'est son devoir » de se présenter. Dans un sondage BVA réalisé du 17 au 21 novembre, Jacques Delors l'emporterait au second tour par 52 % contre 48 % en faveur d'Édouard Balladur pour la première fois depuis octobre 1993, date de la mise en place du tableau de bord présidentiel. Le 28 novembre, deux jours avant le Premier ministre, il précise dans *Der Spiegel* sa conception de l'Europe comme « véritable fédération des États nationaux ». Le 4 décembre, Michel Rocard rappelle encore aux Assises de la transformation sociale l'acceptabilité de la candidature Delors pour les centristes. Une semaine plus tard, à « 7 sur 7 », Jacques Delors informe de sa décision de ne pas faire acte de candidature en invoquant des raisons personnelles et

l'absence de majorité susceptible de soutenir sa politique. Après que Bernard Tapie, Jack Lang, Pierre Mauroy et Michel Rocard aient annoncé leur intention de ne pas être candidat, le dernier nommé considère le PS comme « un champ de ruines ». Rétrospectivement, on serait tenté d'être moins sévère à condition de prendre l'intermédiaire Delors comme une séquence à plusieurs titres largement fonctionnelle dans la campagne des socialistes. Alors que la présidentielle semblait *a priori* perdue pour la gauche, comme l'écrit Olivier Duhamel, Jacques Delors, disposant d'une exceptionnelle popularité et d'une réelle présidentiabilité, a pu premièrement préserver « le côté gauche des Français ». Il a, deuxièmement, permis la discussion et la mobilisation des socialistes autour de sa candidature après le cuisant échec des européennes faisant suite à la déroute des législatives de 1993. Il a, enfin, évité en fixant l'attention des médias et du grand public, que le terrain politico-médiatique déjà envahi par le duel Chirac-Balladur ne devienne le pré carré de la majorité. En ce sens, la précampagne Delors a certainement profité à la campagne Jospin. La défection de Jacques Delors ouvre immédiatement une nouvelle séquence brève et intense dans la campagne des socialistes qui, pendant un mois, va leur permettre de sélectionner un nouveau champion. Le 4 janvier, Lionel Jospin prend l'initiative et au bureau national du PS se déclare « prêt à être candidat... si (le) parti le décide ». Il reçoit rapidement le soutien de Pierre Mauroy, de Michel Rocard et du pôle rénovateur mais suscite tout aussi vite des réticences parmi les membres de l'axe majoritaire issu du congrès de Liévin. Jack Lang, toujours performant dans les sondages, se déclare le 17 janvier et se retire une semaine plus tard au profit d'Henri Emmanuelli. Après que la candidature de Pierre Joxe, de Robert Badinter, voire de Bernard Kouchner eurent fait l'objet de discussions, Henri Emmanuelli se propose au nom du rassemblement de toute la gauche, notamment par un rapprochement avec Radical. Au 18 janvier, date d'entrée en campagne d'Édouard Balladur, les socialistes disposent donc de trois candidats à la candidature.

Le gouvernement d'un candidat potentiel

Il serait erroné d'avancer que le candidat Balladur reste inerte pendant cette phase dominée par les initiatives des concurrents. Il fait entendre la voix du candidat potentiel, entre autres sur l'opportunité des primaires de la majorité. En novembre et en décembre, par exemple, il signe aussi